

## CAHIER DES CHARGES

### I. Informations générales

Intitulé de la mission	Étude sur les dispositifs des réintégrations des migrants de retours
Bénéficiaire(s)	Les différents pays partenaires de CRPM2
Pays	Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar et Sénégal

### II. Contexte et justification du besoin

Le retour est une situation inhérente à une large partie des mobilités humaines. Même s'il existe assez peu d'informations précises sur le niveau des flux de retour, du fait d'une collecte très partielle des données renseignant ces phénomènes, plusieurs études tendent à montrer néanmoins qu'une proportion importante de migrants retournent chez eux après quelques années passées à l'étranger. C'est notamment le cas des travaux du département des Statistiques de l'Université de Washington ou de l'OCDE qui estiment très globalement que 30 à 50 % des migrants sont concernés par cette situation.

Si pendant un temps la question de la migration de retour constituait un enjeu exclusif des pays d'accueil, le sujet est aussi devenu depuis quelques années une préoccupation importante d'un nombre croissant de pays d'origine des migrants.<sup>1</sup>

En effet, la crise économique mondiale de 2008 a engendré une hausse inattendue du nombre de migrants retournant chez eux. Par la suite, plusieurs autres crises dans certains pays de destination ou de transit ont également accéléré les flux de retour.<sup>2</sup> La guerre en Ukraine, la crise migratoire tunisienne et plus récemment le conflit soudanais ont en effet généré d'importants flux de retour vers les pays d'Afrique subsaharienne nécessitant la mise en place de dispositifs nationaux de manière à assurer une prise en charge des personnes concernées pour accompagner leur retour et leur réintégration dans leur pays d'origine.

Aussi, dans un contexte marqué par une intensification des migrations internationales, les retours de migrants, qu'ils soient volontaires ou contraints, se multiplient. S'ils peuvent constituer des opportunités de développement, ils posent aussi des défis importants aux pays d'origine concernés.

Dans ce contexte, le sujet des diasporas est devenu un axe prioritaire des stratégies de développement et d'émergence de nombreux pays, conduisant ainsi à la création de politiques publiques autonomes de plus en plus structurées, gérées par des institutions publiques dédiées, dotées de financements publics significatifs de manière à assurer une action publique volontariste au service des diasporas

---

<sup>1</sup> « Estimation of emigration, return migration, and transit migration between all pairs of countries », Jonathan J. Azose et d'Adrian E. Raftery, décembre 2018

<sup>2</sup> « Capitaliser sur la migration de retour en la rendant plus attractive et durable », dans *Interrelations between Public Policies, Migration and Development*, Éditions OCDE, Paris 2017

permettant d'encourager leur mobilisation et renforcer leur contribution aux grands chantiers de développement de leur pays d'origine mais aussi de leur porter assistance pour protéger leurs droits et leurs intérêts.

Ainsi le sujet de la réintégration des citoyens de retour de l'étranger a pris de l'importance dans le contenu des politiques dédiés aux diasporas de certains pays.

Plusieurs pays (Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Madagascar) ont mis en place des politiques dédiées à leur diaspora, intégrant un axe spécifique sur le retour et la réintégration. Ces dispositifs concernent des profils variés de migrants : travailleurs qualifiés, étudiants, migrants en situation irrégulière, victimes d'exploitation, ou encore rapatriés d'urgence.

Pour ces pays, ces politiques peuvent concerner des profils de personnes très variés à savoir :

- ✓ Des personnes durablement installées à l'étranger de manière légale dont certains sont intéressés de revenir pour une installation plus durable dans leurs pays d'origine. Il s'agit essentiellement de retraités, de travailleurs ou d'entrepreneurs et de leur famille, incluant de nouvelle génération pouvant être nées à l'étranger.
- ✓ Des personnes légalement installées à l'étranger pour un temps déterminés et amenées à plus ou moins long terme à rentrer. Il s'agit essentiellement d'étudiants, de travailleurs saisonniers ou d'opérateurs économiques travaillant sur plusieurs espaces géographiques.
- ✓ Des personnes en infraction avec la réglementation migratoire du pays d'accueil disposant de qualification ou non, vivant dans des conditions dangereuses et précaires, notamment pour des raisons économiques, cherchant de meilleures opportunités d'emploi, de revenu et de conditions de vie dans leur pays d'origine et qui sont donc contraintes à un retour.
- ✓ Des personnes mises en danger à l'étranger du fait d'une situation de crise (sécuritaire, sanitaire, climatique...) nécessitant un rapatriement d'urgence.
- ✓ Des personnes ayant fait le choix d'une migration économique et exploitées dans des réseaux de traite. Cela concerne notamment des femmes victimes d'exploitation dans des filières de travailleuses domestiques.
- ✓ Des personnes retournées volontairement dans leur pays d'origine suite à un parcours migratoire difficile.

Bien qu'ayant droit aux services publics de base en matière de protection sociale, de logement, de santé, d'éducation, d'enseignement supérieur, d'emploi et d'accompagnement à l'auto-emploi, comme tout citoyen, ces personnes peinent souvent à y accéder, du fait notamment d'une méconnaissance des usages dans leur pays d'origine, lié souvent à leur séjour à l'étranger. Ainsi leurs besoins spécifiques ne sont pas toujours pris en compte.

Néanmoins, des dispositifs nationaux spécifiques se mettent en place. C'est notamment le cas pour les retours d'urgences (Ukraine, COVID ou crise migratoire en Tunisie...), où plusieurs pays ont développé

leur propre système de prise en charge, mais c'est aussi le cas dans certains pays pour accompagner le retour de créateurs d'entreprise ou d'investisseurs.

Par ailleurs, plusieurs partenaires techniques et financiers de ces pays accompagnent ces efforts en proposant des opportunités socio-économiques, en soutenant la réintégration des migrants et en renforçant les structures nationales de gouvernance des migrations. Cependant, ces interventions, souvent fragmentées, mettent en lumière les difficultés à animer un cadre national cohérent dans les pays de retour pour orchestrer et optimiser ces initiatives.

Enfin s'il existe encore assez peu d'organisations de la société civile spécialisées sur le retour et la réintégration, elles sont néanmoins de plus en plus nombreuses à intervenir sur les problématiques d'accueil, de soutien psychosocial, d'appui à l'insertion professionnelle, de sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière et les problèmes de traite et d'exploitation.

Cette diversité d'acteurs détermine des modes d'accompagnement et de prise en charge très différents aussi bien au sein des pays mais également entre pays. En outre, pour ce qui est de l'action publique, ceux-ci reposent le plus souvent sur des compétences transversales qui s'inscrivent dans des environnements partenariaux multi-acteurs relativement denses, engageant l'action de plusieurs ministères et institutions publiques, pour lesquels le sujet n'est d'ailleurs souvent qu'une question marginale. En outre, face à l'augmentation des interventions de programmes européens visant à accompagner le retour de leurs concitoyens, les pays de retour se trouvent souvent dépourvus d'un cadre national global et cohérent pour gérer ces dynamiques.

Par ailleurs ces secteurs étant assez récents, ils sont encore très largement en cours d'institutionnalisation et le partage de la responsabilité de leurs périmètres n'est généralement pas totalement fixé.

Dans ce contexte, le secteur du retour et de la réintégration s'organise finalement autour de pratiques très hétérogènes d'un pays à un autre. Ces dispositifs sont souvent fragmentés et leur efficacité varie d'un pays à l'autre.

Dans ces conditions, et même si la majorité des retours est généralement spontanée<sup>3</sup> et ne passe pas par des dispositifs en place, cette étude vise à établir un diagnostic sur les pratiques en cours dans les pays impliqués dans le cadre de CRPM afin de nourrir un dialogue entre pairs sur le sujet et contribuer à renforcer les dispositifs de réintégration des diasporas de retour dans ces pays.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit le projet Coopération Régionale des Politiques Migratoires (CRPM), financé par l'Agence Française de Développement et mis en œuvre par Expertise France. Ce projet réunit plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, Centrale et de l'Océan Indien (Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Cameroun, Comores et Madagascar) autour d'un objectif commun : renforcer les liens entre migration et développement à travers une approche concertée.

---

<sup>3</sup> Audrey Lenoël, Anda David et Annalisa Maitilasso, "Regards croisés sur la migration de retour", *Émulations*, n°34, 7 octobre 2020

Dans cette perspective, CRPM2 ambitionne de valoriser la contribution des mobilités humaines, en particulier intrarégionales, ainsi que celle des diasporas, au développement économique, social et culturel des territoires africains. Le projet s'articule autour de trois objectifs spécifiques :

OS1 : Accompagner la mise en place de dispositifs nationaux de mobilisation de la diaspora en Côte d'Ivoire et en Guinée.

OS2 : Animer un cadre régional de dialogue stratégique et opérationnel sur la mobilisation des diasporas et la réintégration durable.

OS3 : Soutenir les pays partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre d'approches innovantes pour optimiser les parcours de réintégration.

Un objectif transversal (OT1) garantit l'intégration des questions de genre en favorisant la participation des femmes aux stratégies et dispositifs « Migrations et Développement », aux processus de réintégration et au dialogue multi-acteurs.

### **III. Objectifs et résultats poursuivis**

#### **1) Objectif général**

Établir un diagnostic de l'ensemble des dispositifs de réintégration des diasporas de retour dans les pays mobilisés dans le cadre de CRPM.

#### **2) Objectifs spécifiques et résultats attendus**

Pour cela, l'étude visera plus spécifiquement les objectifs ci-après :

- OS1 - Dresser un état des lieux des mécanismes institutionnels, financiers et sociaux dédiés à la réintégration des diasporas de retour.
  - o R1.1- Les principaux enjeux liés aux retours et à l'accompagnement des migrants sont identifiés ;
  - o R1.2- Une cartographie des dispositifs d'accompagnement et de prise en charge du retour et de la réintégration existants dans les pays de CRPM est réalisé.
- OS2 - Identifier les bonnes pratiques et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des dispositifs actuels.
  - o R2.1- Une analyse des impacts économiques, sociaux et psychologiques du retour sur les migrants et leurs communautés est réalisée ;
  - o R2.2- Un rapport analytique identifiant les forces, faiblesses, opportunités et menaces des dispositifs actuels est disponible.
- OS3 - Formuler des recommandations stratégiques pour améliorer l'efficacité et la durabilité des dispositifs de réintégration.
  - o R3.1- Une série de recommandations pratiques et adaptées aux réalités de chaque pays est définies.
  - o R3.2- Un atelier de partage entre les pays concernés est réalisé

### **IV. Description de la mission**

## **1) Activités prévues**

Cette étude est réalisée dans le cadre du projet CRPM II, financé par l'Agence Française de Développement et mis en œuvre par Expertise France et dont l'un des objectifs est d'animer un cadre régional de dialogue stratégique et opérationnel sur les enjeux liés aux diasporas.

Les résultats de cette étude visent une meilleure connaissance des dispositifs d'accompagnement et de prise en charge des diasporas engagés dans un processus de retour dans leur pays d'origine. Ils auront vocation à nourrir la réflexion et à guider la prise de décision concernant la structuration stratégique, le contenu des politiques publiques à renforcer ou à développer pour améliorer la réintégration des diasporas de retour, ou la mise en place d'action pilotes. Ils permettront également de fournir des éléments en vue d'un document stratégique dont la finalité sera précisée avec les pays partenaires.

L'étude concernera cinq des six pays engagés sur CRPM, à savoir le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, Madagascar et le Sénégal.

Le prestataire retenu travaillera donc sous la supervision de l'équipe projet et des point focaux du projet des pays concernés.

L'étude portera prioritairement sur les dispositifs d'accompagnement et de prise en charge mis en place dans les pays. Elle inclura également les interventions des acteurs de la société civile impliqués sur l'accompagnement des migrants de retour.

L'étude couvrira l'ensemble des dimensions du retour comprenant le retour « spontanée non subit », le retour volontaire assisté, le retour d'urgence, le retour forcé...

Il sera donc question avec cette étude de réaliser un bilan qualitatif approfondi des dispositifs de prise en charge et d'accompagnement existant incluant l'ensemble des étapes possibles d'un parcours de retour : accueil, profilage, orientation, accompagnement social, aide à l'emploi, soutien à la création d'entreprise...

L'étude devra en outre permettre de confronter l'expérience des acteurs impliqués avec celle des diasporas prises en charge et/ou accompagnées, identifiant ainsi les bonnes pratiques, les leçons apprises dont les obstacles et freins. Ces résultats serviront à formuler des recommandations visant à adapter les politiques et les pratiques, optimiser les ressources et améliorer la prise en charge des bénéficiaires.

L'étude s'appuiera sur une méthodologie mixte combinant une revue documentaire, des enquêtes de terrain et des entretiens avec les principales parties prenantes (acteurs de mise en œuvre et bénéficiaires).

L'ensemble de la démarche pourrait donc s'articuler autour des étapes ci-après :

### **1- Analyse documentaire**

Elle devra permettre de réaliser un état des lieux et de préciser les grands enjeux de la mission concernant la prise en charge et l'accompagnement des diasporas de retour. Elle sera réalisée pour chaque pays mais comprendra également une analyse transversale plus thématique et moins

géographique. Elle viendra défricher le travail de terrain et permettra aux interviews de la phase suivante de se concentrer sur des éléments nouveaux et la recherche de solutions. Elle sera réalisée à partir des principaux documents de planification stratégique existant (Politique Générale de l'État, Politique sectorielle, Lettre de politique nationale...), des rapports d'activité et d'évaluation (des politiques mise en œuvre, des opérateurs intervenant sur le secteur...), des principaux travaux de capitalisation ou d'études sur le secteur (Étude ICMPD, Étude OIM, Étude IRD...), des documents d'éventuels autres partenaires techniques et financiers intervenant sur des sujets similaires.

## ***2- Une mission dans les pays à la rencontre des principales parties prenantes***

Cette partie de la mission sera basée sur une approche participative qui devra mobiliser les principaux acteurs de terrain dans les pays susceptibles d'intervenir sur le retour des diasporas. La sélection des acteurs à rencontrer ainsi que les structures précises à visiter se fera en concertation avec les points focaux de chaque pays.

Elle devra permettre la réalisation d'une cartographie exhaustive des parcours de prise en charge des diasporas de retour (et de leur la qualité) englobant l'accueil, le profilage, l'orientation, l'accompagnement social, l'aide à l'emploi, le soutien à la création d'entreprise et tout autre appui apporté par les acteurs institutionnels nationaux, les partenaires techniques intervenant sur le domaine ainsi que par la société civile. Elle s'intéressera également à la structuration de la gouvernance du secteur comprenant les questions de pilotage, de coordination, de financement et de suivi des réalisations intégrant la problématique des indicateurs. Elle devra également interroger les bénéficiaires de ces services pour évaluer leurs expériences de réintégration et tenter de faire ressortir un bilan qualitatif des dispositifs en place. L'approche se fondera sur un état des lieux du cadre juridique incluant les accords bilatéraux, une analyse des enjeux globaux du secteur ainsi que sur une étude de la situation structurelle et organisationnelle des dispositifs en place comprenant un bilan des dispositifs en termes de forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Pour cela, des rencontres bilatérales avec les principales parties prenantes (institutions, OSC, PTF et migrants de retour) seront réalisées autour d'entretiens semi-structurés abordant les principaux enjeux du secteur, les dispositifs en place (leurs forces, leurs limites, les points d'amélioration...), les difficultés rencontrées, les bonnes pratiques, les perspectives d'évolution. Des temps d'échanges collectifs pourront être également envisagés.

## **3- Une analyse comparative**

Un travail d'analyse comparative sera ensuite mené. Cette analyse devra faire ressortir les points forts et les points faibles des programmes ainsi que les convergences et divergences entre les dispositifs étudiés. La réflexion pourra venir s'enrichir d'expériences d'autres pays que ceux étudiés dans l'étude.

Cette analyse pourra se décliner autour des grands axes ci-après :

- ✓ Une analyse des contextes et des enjeux ;
- ✓ Une cartographie et analyse des parties prenantes ;
- ✓ Une analyse des cadres de pilotage et de gouvernance ;
- ✓ Une analyse des programmes en place, des outils d'interventions et des moyens d'intervention (RH, budget..), des indicateurs suivis... ;
- ✓ Une cartographie des bonnes pratiques ;
- ✓ Des propositions et pistes d'amélioration.

#### **4- Un atelier d'échange entre les pays CRPM**

Enfin, les résultats de cette étude seront présentés et discutés dans le cadre d'un atelier et serviront de trame pour appuyer les pays mobilisés sur CRPM à identifier et formuler les choix stratégiques prioritaires à retenir pour l'opérationnalisation de l'action publique liée au retour et à la réintégration des diasporas. Il s'agira donc en partant des résultats des travaux précédents d'identifier les enjeux prioritaires du secteur, les différents modes de gouvernance du secteur, les pratiques à retenir dans de futurs plans d'actions ministérielles.

#### **2) Livrables attendus**

Livrables	Date de livraison
1. Rapport de cadrage	T0 + 01 mois
2. Rapport intermédiaire dont rapports pays	T0 + 06 mois
3. Analyse comparative	T0 + 07 mois
4. Rapport final	T0 + 09 mois

#### **3) Coordination**

Le prestataire désignera un interlocuteur unique pour la mise en œuvre de projet.

M. Bamadi SANOKHO, chef de projet CRPM2 sera l'interlocuteur unique du prestataire pour Expertise France

Courriel : bamadi.sanokho@expertisefrance.fr

Le prestataire travaillera en collaboration avec les pays partenaires, l'équipe projet CRPM, et sous sa supervision. Toutefois, le prestataire est seul responsable de la conduite à bonne fin des prestations dont l'exécution lui est confiée au titre du présent appel à devis.

### **V. Lieu, Durée et Modalités d'exécution**

**1) Période de mise en œuvre : 1<sup>er</sup> avril 2025 – 31 décembre 2025**

**2) Date de démarrage : 1<sup>er</sup> avril 2025**

**3) Date de fin : 31 décembre 2025**

**4) Lieu : Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar et Sénégal**

### **VI. Expertise et profil demandés**

L'étude sera réalisée par une équipe mobilisée comprenant des consultants et/ou des chercheurs spécialisés. Cette équipe devra être pluridisciplinaire et inclure une expertise en migrations internationales et développement. Les experts recrutés devront démontrer une capacité à mener des analyses approfondies, à mobiliser des méthodologies de recherche adaptées et à formuler des recommandations stratégiques en lien avec les enjeux migratoires et de développement.

#### **Profil de l'expert (des experts) désigné(s) en charge de l'exécution du contrat**

## **A. Qualifications et compétences**

Le ou les experts recrutés pour cette étude devront posséder :

- Un diplôme universitaire de niveau master (minimum) dans l'un des domaines suivants : sciences sociales, économie du développement, migration et mobilité internationale, sciences politiques, relations internationales, sociologie ou tout autre domaine pertinent.
- Une excellente connaissance des dynamiques migratoires, en particulier des enjeux de réintégration des migrants de retour et de mobilisation des diasporas.
- Des compétences avérées en recherche et analyse :
  - Capacité à conduire des analyses de politiques publiques et de dispositifs institutionnels.
  - Maîtrise des méthodologies d'études qualitatives et quantitatives (enquêtes, entretiens, focus groups, analyse documentaire, etc.).
  - Capacité à synthétiser et rédiger des rapports analytiques.
- Une maîtrise des approches multi-acteurs : compréhension du rôle des différents acteurs impliqués (État, collectivités locales, organisations internationales, société civile, secteur privé).
- D'excellentes capacités rédactionnelles et de communication, avec la capacité de produire des livrables clairs et structurés en français.
- La maîtrise du français (obligatoire)

## **B. Expérience professionnelle**

Expérience générale

- Minimum 7 à 10 ans d'expérience dans les domaines suivants :
  - Politiques migratoires et gouvernance des migrations.
  - Développement économique et social en lien avec la migration.
  - Coopération internationale et développement.
  - Études et recherches sur les questions migratoires.

Expérience spécifique

- Expérience avérée dans la réalisation d'études et d'évaluations de dispositifs migratoires.
- Expérience en conception et mise en œuvre de politiques ou programmes de réintégration des migrants de retour.
- Une bonne connaissance des contextes des pays concernés (Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Madagascar) et de leurs dispositifs nationaux serait un atout.
- Une expérience de travail avec des organisations internationales, des bailleurs de fonds et/ou des ONG intervenant sur les questions de migration et de développement serait appréciée.
- Expérience en animation de dialogue multi-acteurs et d'ateliers de restitution, avec une approche participative.

Le prestataire devra démontrer sa capacité à organiser des missions de terrain, à collecter et analyser des données qualitatives et quantitatives et à formuler des recommandations stratégiques adaptées aux réalités locales.